



**B- DEROULEMENT DE L'ACTION :**

**- Publics visés par l'action**

- Effectif total : attendu :....

Réalisé : ...

S'il y a une différence, raison de cet écart :

.....  
.....

Répartition géographique (par effectif) : ***(si le public n'est pas uniquement un public habitant les quartiers CUCS, préciser la part du public CUCS)***

Longuenesse :

Dont Maillebois, Peintres:

Salamandre, aviateurs :

Saint-Omer :

Dont : Les castors

- Répartition par sexe : Masculin

Féminin

**Tranches d'âges des bénéficiaires**

< 6 ans   %

entre 6 et 13 ans   %

entre 13 et 18 ans   %

entre 18 et 25 ans   %

entre 25 et 60 ans   %

plus de 60 ans   %

**Répartition des bénéficiaires selon leur activité**

Elèves   %

Etudiants   %

Personnes actives   %

Personnes en recherche d'emploi   %

Personnes inactives   %

Retraités   %

Moyens mis en œuvre pour aller vers le public :

Information, précisez le moyen de communication utilisé (presse, affichage, tracts...)

.....

Repérage par le porteur

Orientation par un partenaire, précisez :

.....

Autres, précisez :

.....

**C. PARTICIPATION DES HABITANTS AU PROJET :**      Oui      Non

***Si Oui sous quelle forme :***

-Information et Communication aux habitants

-Consultation

-Concertation/ Co-construction

-Autres (à préciser) : .....

**Et avec quels outils ?**.....

**Analyse :**

*Exemple, dans le cadre d'un projet concernant les enfants, est ce que les parents se sont impliqués au sein de ce projet. Dans le cas d'un projet jeune, est ce que les jeunes ont été force de proposition quant au déroulement de l'action, ces propositions ont-elles été entendues ?)*

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**D- PARTENARIAT ET SYNERGIE DES ACTEURS :(préciser la nature de ce partenariat)**

<b><i>Partenaires effectifs</i></b>	<b><i>Partenaires potentiels</i></b>

Analyse du fonctionnement de ce partenariat :

.....  
.....  
  
.....  
.....  
.....

**E. RESULTATS OBTENUS PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS FIXES :**

**Description de l'action :**

-Type d'action : collective ou individuelle (préciser des éléments quantitatifs : le nombre de participants par séance, le volume horaires, la durée...)

.....  
.....  
.....  
.....

- Modalités de suivi et d'évaluation de l'action :

.....  
.....  
.....  
.....

-Nombre d'intervenants (statut et ETP)

.....  
.....  
.....  
.....

**Analyse**

-Rappel des résultats attendus et mise en relation avec les résultats obtenus

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

-Éléments de réflexion sur les difficultés, perspectives et évolution de l'action.

.....  
.....  
.....

.....  
.....  
.....  
.....

-Impact de l'action sur le fonctionnement de la structure porteuse

.....  
.....  
.....  
.....

**F. LE PROJET PAR RAPPORT AUX THEMES TRANSVERSAUX DU CUCS :**

En quoi votre projet contribue-t-il au respect de l'égalité des chances entre les Hommes et les Femmes ?

.....  
.....  
.....  
.....

En quoi votre projet contribue-t-il à lutter contre toute forme de discrimination ?

.....  
.....  
.....  
.....

**G. BILAN FINANCIER**

En cas d'excédent, mentionner cet excédent : .....

Préciser les raisons de l'écart entre le budget prévisionnel de l'action et le bilan financier.

.....  
.....  
.....

Le compte rendu financier doit préciser les prévisions et réalisations dans chaque compte et sous-compte.

# Compte rendu financier de l'action <sup>(1)</sup>

**Cette fiche est à détacher et à retourner dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été accordée. Elle doit obligatoirement être établie, avant toute nouvelle demande de subvention.**

## Exercice 20...

CHARGES (3)	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS (3)	Prévision	Réalisation	%
<b>I. Charges directes affectées à l'action</b>				<b>I. Ressources directes affectées à l'action</b>			
<b>60 - Achat</b>				<b>70 - Vente de produits finis, prestations de services, marchandises</b>			
Prestations de services							
Achats matières et fournitures				<b>74- Subventions d'exploitation (2)</b>			
Autres fournitures				Etat: (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s))			
<b>61 - Services extérieurs</b>				-			
Locations immobilières et immobilières				-			
Entretien et réparation				-			
Assurance				Région(s):			
Documentation				-			
Divers				-			
<b>62 - Autres services extérieurs</b>				Département(s):			
Rémunérations intermédiaires et honoraires				-			
Publicité, publication				Commune(s):			
Déplacements, missions				-			
Services bancaires, autres				-			
<b>63 - Impôts et taxes</b>				Organismes sociaux ( à détailler):			
Impôts et taxes sur rémunération				-			
Autres impôts et taxes				-			
<b>64- Charges de personnel</b>				Fonds européens			
(Rémunération des personnels,				CNASEA (emploi aidés)			
Charges sociales,				Autres aides, dons ou subventions affectées			
Autres charges de personnel)				-			
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>				<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>			
<b>66- Charges financières</b>							
<b>67- Charges exceptionnelles</b>				<b>76 - Produits financiers</b>			
<b>68- Dotation aux amortissements</b>				<b>7 8 - Reports ressources non utilisées d'opérations antérieures</b>			
<b>I. Charges indirectes affectées à l'action</b>				<b>I. Ressources indirectes affectées à l'action</b>			
<b>Charges fixes de fonctionnement</b>							
<b>Frais financiers</b>							
<b>Autres</b>							
<b>Total des charges</b>				<b>Total des produits</b>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>				<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>			
(Secours en nature				(Bénévolat			
Mise à disposition gratuite de biens et prestations				Prestations en nature			
Personnel bénévole)				Dons en nature)			
<b>TOTAL</b>				<b>TOTAL</b>			

(1) cf. Arrêté du Premier ministre portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu par le quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. (2) L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera susceptible d'être demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées. (3) Ne pas indiquer les centimes d'euros